

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le point B, 4, g, de l'Annexe 1, à l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrégation spéciale de maisons de repos et de soins est complété comme suit :

« Dans la norme de personnel mentionnée au premier tiret de l'alinéa précédent, un infirmier en chef est désigné ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1994.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 29 décembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de l'Intégration sociale,
de la Santé publique et de l'Environnement,
J. SANTKIN

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Punt B, 4, g, van de Bijlage 1 aan het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van rust- en verzorgingstehuizen wordt als volgt aangevuld :

« Binnen de personeelsnorm vermeld onder het eerste streepje van vorig lid, zal één hoofdverpleegkundige aangesteld worden ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1994.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 29 december 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. SANTKIN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 95 — 335

[Mac — 12042]

31 JANVIER 1995. — Arrêté royal modifiant les articles 56, 81, 82, 90 et 96 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir. Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989;

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992;

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991;

Arrêté royal du 22 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992;

Arrêté royal du 2 octobre 1992, *Moniteur belge* du 10 octobre 1992.

Arrêté royal du 15 février 1993, *Moniteur belge* du 26 février 1993.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 95 — 335

[Mac — 12042]

31 JANUARI 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 56, 81, 82, 90 en 96 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989;

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992;

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991;

Koninklijk besluit van 22 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992;

Koninklijk besluit van 2 oktober 1992, *Belgisch Staatsblad* van 10 oktober 1992.

Koninklijk besluit van 15 februari 1993, *Belgisch Staatsblad* van 26 februari 1993.

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment, les articles 56, 81, alinéa 3, inséré par l'arrêté royal du 27 décembre 1993, 82, § 1er, alinéa 1er, 2° et alinéa 5 modifiés par l'arrêté royal du 27 décembre 1993, 90, § 1er, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin et 2 octobre 1992, et 96, modifié par les arrêtés royaux du 2 octobre 1992 et 15 février 1993;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que la présente mesure abroge et remplace une disposition arrêtée par le Gouvernement dans le cadre du plan global et qui devait entrer en vigueur le 1er janvier 1995; qu'il convient d'en informer sans délai les services d'exécution et les chômeurs concernés;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 56 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage est complété par un § 4, rédigé comme suit :

§ 4. Lorsque la durée de son chômage, calculée conformément aux dispositions prises en exécution de l'article 81, dépasse 36 mois, le travailleur qui peut prétendre à des allocations d'attente visées à l'article 124, alinéa 1er, 3°, ou alinéa 2, ou qui pourrait prétendre à ces allocations s'il ne bénéficiait pas de la dispense visée à l'article 90, doit apporter la preuve des efforts qu'il a accomplis en vue de trouver du travail.

A cette fin, le directeur envoie au travailleur, par lettre recommandée à la poste, un formulaire établi par l'Office. Le travailleur doit compléter ce formulaire, y annexer les preuves utiles et le renvoyer au bureau du chômage dans le mois de son expédition sauf s'il apporte la preuve qu'il était dans l'impossibilité de respecter le délai prévu en raison d'un événement de force majeure.

La durée du chômage dont il a été tenu compte pour l'envoi de la lettre recommandée et la lettre elle-même restent valables même lorsque le travailleur déménage après la réception de celle-ci dans le ressort d'un autre bureau de chômage.

Le travailleur qui ne prouve pas avoir accompli pendant toute la durée de son chômage des efforts suffisants en vue de trouver du travail, est suspendu du bénéfice des allocations pendant 26 semaines au moins et 52 semaines au plus. Cette suspension n'est pas applicable au travailleur qui apporte la preuve qu'il se trouve dans la situation visée à l'article 82, § 1er, alinéa 1er, 3°.

Le directeur ne peut prendre une décision de suspension que sur avis conforme et unanime d'un Collège composé au moins de 3 agents de niveau 1 de l'Office. En application de l'article 144, § 1er, le travailleur est convoqué pour être entendu devant ce Collège.

La décision de suspension visée à l'alinéa 4 est également applicable au travailleur qui n'a pas renvoyé au bureau du chômage le formulaire visé à l'alinéa 2 dans le délai requis. Dans ce cas, le directeur ne doit pas demander l'avis du Collège visé à l'alinéa 5 et le travailleur ne doit pas être convoqué pour être entendu.

La décision de suspension est notifiée au travailleur dans un délai de quatre mois qui suit l'expédition au travailleur du formulaire visé à l'alinéa 2. Ce délai est porté à 10 mois lorsque le Collège considère qu'il est souhaitable de convoquer une deuxième fois le travailleur pour être entendu à l'expiration d'un délai de 6 mois au cours duquel le travailleur peut fournir des efforts particuliers pour trouver du travail. Le délai pour la notification de la décision peut être prolongé si la prolongation résulte d'un événement imputable au travailleur, notamment en cas de maladie.

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op de artikelen 56 en 81, derde lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 december 1993, 82, § 1, eerste lid, 2° en vijfde lid gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1993, 90, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni en 2 oktober 1992 en 96 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 oktober 1992 en 15 februari 1993;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat deze maatregel en bepaling waartoe beslist werd door de Regering in het kader van het globaal plan die in werking diende te treden, op 1 januari 1995 afschaft en vervangt; dat het dus passend is de uitvoeringsorganismen en de werklozen er zonder verwijl van te verwittigen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Hetben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 56 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt:

§ 4. Wanneer de duur van zijn werkloosheid, berekend volgens de bepalingen genomen ter uitvoering van artikel 81, 36 maanden overschrijdt, dient de werkloze die aanspraak kan maken op de wachtuitkeringen bedoeld bij artikel 124, eerste lid, 3°, of tweede lid, of die op deze uitkeringen aanspraak zou kunnen maken indien hij niet zou genieten van de vrijstelling voorzien in artikel 90, het bewijs te leveren van de inspanningen die hij geleverd heeft om werk te vinden.

Daartoe stuurt de directeur aan de werknemer, bij ter post aangetekend schrijven, een formulier opgesteld door de Rijksdienst. De werknemer dient dit formulier in te vullen en er de nodige bewijsstukken aan te hechten en het terug te sturen naar het werkloosheidsbureau binnen de maand na de datum van verzending behalve indien hij het bewijs levert dat hij in de onmogelijkheid verkeerde om de voorziene termijn te respecteren wegens een geval van overmacht.

De werkloosheidsduur waarmee rekening werd gehouden bij de verzending van het aangetekend schrijven en dit schrijven zelf blijven geldig, zelfs indien de werkloze na ontvangst ervan verhuist naar het ambtsgebied van een ander werkloosheidsbureau.

De werknemer die niet bewijst dat hij gedurende de ganse duur van zijn werkloosheid voldoende inspanningen geleverd heeft om werk te vinden, wordt geschorst van het genot op uitkeringen gedurende ten minste 26 en ten hoogste 52 weken. Deze schorsing is niet van toepassing op de werknemer die het bewijs levert dat hij zich in de situatie bevindt voorzien bij artikel 82, § 1, eerste lid, 3°.

De directeur kan slechts een beslissing tot schorsing nemen op basis van een gelijkluidend en eensluidend advies van een College bestaande uit minstens 3 ambtenaren van niveau 1 van de Rijksdienst. In toepassing van artikel 144, § 1 wordt de werknemer opgeroepen om gehoord te worden voor dit College.

De beslissing tot schorsing bedoeld in het vierde lid is eveneens van toepassing op de werknemer die het in het tweede lid bedoelde formulier niet binnen de vereiste termijn aan de het werkloosheidsbureau teruggestuurd heeft. In dit geval dient de directeur het advies van het College bedoeld in het vijfde lid niet te vragen en dient de werknemer niet opgeroepen te worden om gehoord te worden.

De beslissing tot schorsing wordt aan de werknemer betekend binnen een termijn van 4 maanden die volgt op de verzending van het in het tweede lid bedoelde formulier. Deze termijn wordt op 10 maanden gebracht indien het College het wenselijk acht de werknemer een tweede maal op te roepen om gehoord te worden na het verstrijken van een termijn van 6 maanden waarin de werknemer bijzondere inspanningen kan leveren om werk te vinden. De termijn voor de betekening van de beslissing kan echter verlengd worden indien de verlenging het gevolg is van een gebeurtenis te wijten aan de werknemer, onder meer in geval van ziekte.

La décision de suspension produit ses effets à partir du lundi qui suit la remise à la poste du pli par lequel elle est notifiée au travailleur.

La période de maladie prolonge à due concurrence la durée de la suspension visée à l'alinéa 4.

Le présent paragraphe n'est pas applicable au travailleur dont la durée du chômage, calculée conformément aux dispositions prises en exécution de l'article 81, dépasse le double de la durée moyenne régionale du chômage compte tenu de sa catégorie d'âge et de son sexe, visé à l'alinéa 1er du même article, ou lui est inférieure de moins de douze mois.

Le travailleur dont le droit aux allocations a été suspendu en application du présent paragraphe et qui satisfait encore aux conditions d'admissibilité et aux autres conditions d'octroi est considéré comme un travailleur qui bénéficie d'allocations pour l'application des programmes de remise au travail.

Art. 2. L'article 81, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 27 décembre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

"L'avertissement visé à l'alinéa 1er ne peut être notifié qu'au plus tôt douze mois après la date de la décision de suspension ou de classement sans suite prise en application de l'article 56, § 4."

Art. 3. A l'article 82, § 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

A. l'alinéa 1er, 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° la durée de son chômage ne dépassera pas, à la date mentionnée dans l'avertissement, le double de la durée moyenne régionale du chômage ou la durée fondée sur sa carrière professionnelle;"

B. l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

"Le recours est déclaré partiellement fondé s'il apparaît que la durée du chômage du chômeur ne dépasse pas le double de la durée moyenne régionale du chômage ou la durée basée sur sa carrière professionnelle à la date mentionnée dans l'avertissement. Dans ce cas, la suspension produit ses effets au plus tôt le lundi qui suit le jour où la durée est réellement dépassée."

Art. 4. Dans l'article 90, § 1er, alinéa 1er du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin et 2 octobre 1992, les mots "des articles 51, § 1er, alinéa 2, 3° à 6°, 56, 58 et 74, § 3," sont remplacés par les mots "des articles 51, § 1er, alinéa 2, 3° à 6°, 56, §§ 1er à 3, 58 et 74, § 3,".

Art. 5. Dans l'article 96, alinéa 1er du même arrêté modifié par les arrêtés royaux du 2 octobre 1992 et 15 février 1993, les mots "des articles 51, § 1er, alinéa 2, 3° à 6°, 56 et 58" sont remplacés par les mots "des articles 51, § 1er, alinéa 2, 3° à 6°, 56, §§ 1er à 3 et 58,".

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 janvier 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

De beslissing tot schorsing heeft uitwerking vanaf de maandag die volgt op de afgifte ter post van het stuk waarbij ze aan de werknemer betekend wordt.

Een ziekteperiode verlengt op evenredige wijze de duur van de schorsing bedoeld in het vierde lid.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de werknemer waarvan de werkloosheidsduur, berekend volgens de bepalingen genomen ter uitvoering van artikel 81, het dubbel van de gemiddelde gewestelijke werkloosheidsduur, rekening houdend met zijn leeftijdscategorie en zijn geslacht, bedoeld in het eerste lid van hetzelfde artikel, overschrijdt, of minder dan 12 maanden eronder ligt.

De werknemer waarvan het recht op uitkeringen geschorst werd in toepassing van deze paragraaf en die nog voldoet aan de toelaatbaarheidsvoorwaarden en de andere toekenningsvoorwaarden, wordt beschouwd als een werknemer die uitkeringen geniet voor de toepassing van de wedertewerkstellingsprogramma's.

Art. 2. Artikel 81, derde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 december 1993, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

"De verwittiging bedoeld in het eerste lid kan slechts ten vroegste betekend worden twaalf maanden na de datum van de beslissing tot schorsing of tot klassering zonder gevolg genomen in toepassing van artikel 56, § 4."

Art. 3. Aan artikel 82, § 1, van hetzelfde besluit gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1993 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. het eerste lid, 2°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"2° zijn werkloosheidsduur op de in de verwittiging bedoelde datum het dubbel van de gemiddelde gewestelijke werkloosheidsduur of de duur gesteund op zijn beroepsloopbaan, niet zal overschrijden;"

B. het vijfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Het beroep wordt gedeeltelijk gegrend verklaard indien blijkt dat de werkloosheidsduur van de werkloze op de in verwittiging vermelde datum het dubbel van de gemiddelde werkloosheidsduur of de duur gesteund op zijn beroepsloopbaan niet overschrijdt. In dit geval gaat de schorsing ten vroegste in de maandag volgend op de dag waarop de duur werkelijk overschreden wordt."

Art. 4. In artikel 90, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni en 2 oktober 1992, worden de woorden "de artikelen 51, § 1, tweede lid, 3° tot 6°, 56, 58 en 74, § 3," vervangen door de woorden "de artikelen 51, § 1, tweede lid, 3° tot 6°, 56, §§ 1 tot en met 3, 58 en 74, § 3,".

Art. 5. In artikel 96, eerste lid van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 oktober 1992 en 15 februari 1993, worden de woorden "de artikelen 51, § 1, tweede lid, 3° tot 6°, 56 en 58" vervangen door de woorden "de artikelen 51, § 1, tweede lid, 3° tot 6°, 56, § 1 tot en met 3 en 58,".

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 januari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET